

N° DP 24/666

DECISION DU PRESIDENT

REMBOURSEMENT D'UN COLLABORATEUR OCCASIONNEL RELATIF A L'AVANCE DE FRAIS D'ESSENCE EFFECTUEE DANS LE CADRE D'UN DEPLACEMENT POUR LES BESOINS DE LA METROPOLE

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la convention de stage de Madame Ilona PEPIN PRAZNOCZY en date du 23 avril 2024 signée par le Président de la Métropole, pour la période allant du 29 avril au 9 août 2024,

VU l'ordre de mission au bénéfice de Madame Ilona PEPIN PRAZNOCZY, en date du 3 juin 2024,

CONSIDERANT que Madame Ilona PEPIN PRAZNOCZY, fait un stage de plusieurs mois à la direction des espaces naturels et de la biodiversité pour étudier la mise en accessibilité des espaces naturels et du sentier littoral,

CONSIDERANT que dans le cadre de ses missions, elle a été amenée à se rendre à une réunion sur le Domaine de Fabrégas à La Seyne-sur-Mer, le 19 juin 2024,

CONSIDERANT que pour son déplacement, une voiture du pool de la Métropole lui a été prêtée, mais que la quantité de carburant dans le réservoir, ne lui permettait pas de faire l'aller/retour de son site de rattachement de stage à son RDV,

CONSIDERANT que les informations sur l'obligation de se rendre dans une station-service TOTAL, ne lui ont pas été communiquées et qu'elle a dû faire l'avance des frais,

CONSIDERANT que la somme de soixante-trois euros et quarante cents (63,40 €) a été réglée avec ses deniers personnels et que la facture a bien été acquittée par ses soins,

CONSIDERANT qu'il convient de lui rembourser cette somme, due à son déplacement à la demande et pour les besoins de la Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ACCORDER le remboursement d'un montant de soixante-trois euros et quarante cents (63,40 €) à Madame Ilona PEPIN PRAZNOCZY, collaborateur occasionnel de la Métropole.

ARTICLE 2

DE DIRE que les crédits sont inscrits au Budget Principal de la Métropole, Opération 70, article 65888.

La présente Décision sera

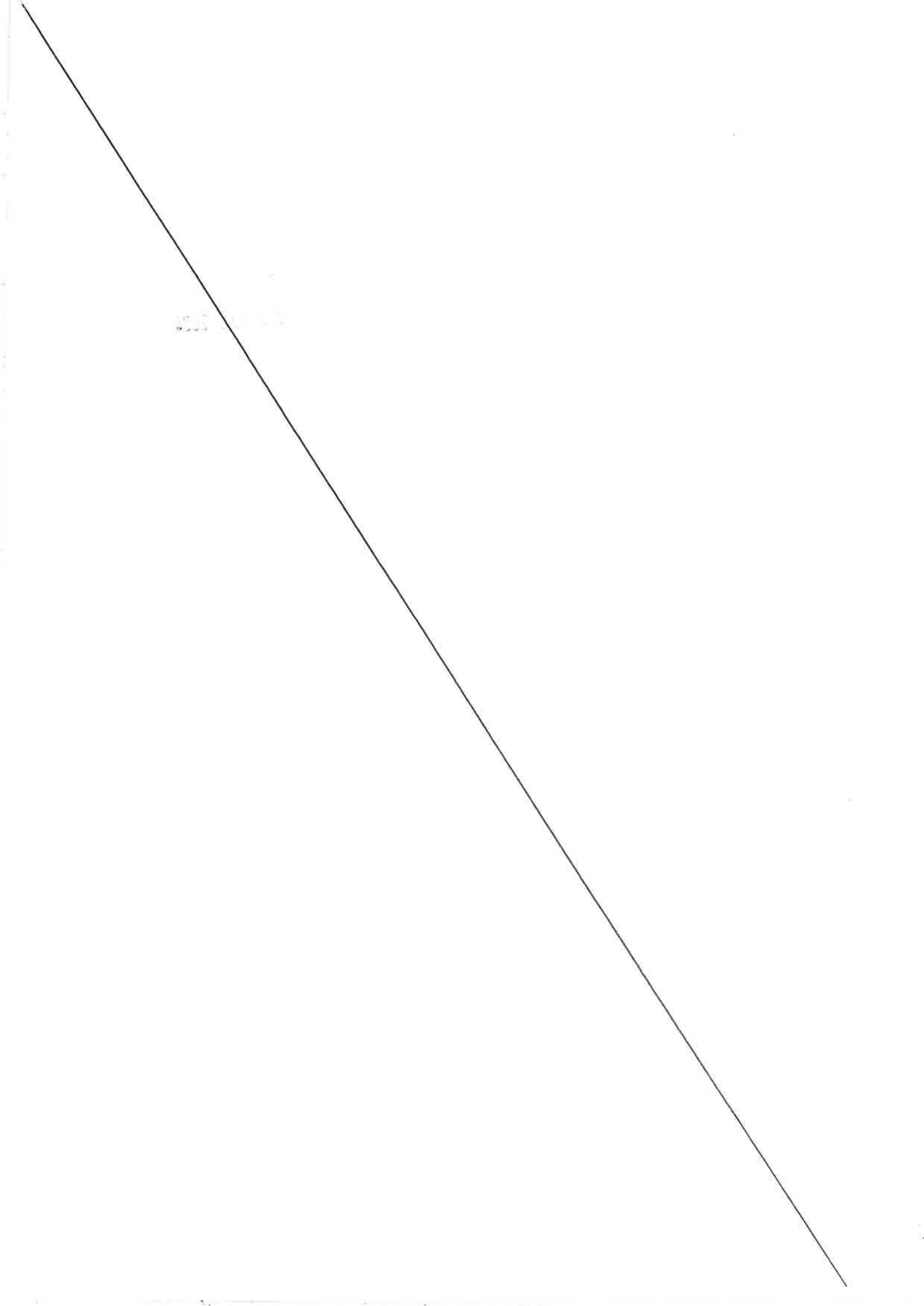
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **22 JUL. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





EURL MARINA
ROND POINT DU 8 MAI 1945
83500 LA SEYNE SUR MER
TEL 04 94 94 56 71

TICKET CLIENT

ARTICLE	TVA	MONTANT
*Gazole	3	€ 63.40
(POMP 2; 36.25 l * € 1.749/l) *		
TOT TTC		€ 63.40

CB EMV € 63.40

Wynid - P400 USB
No.transaction: 331038
Date d'expiration: 30/11/27

CB EMV

TVA type	%	Net	Montant
3	20.00	€ 52.83	€ 10.57

19-06-2024 16:13:16 2032 4 0837110421
11-193410-3173504

MERCI ET BONNE ROUTE

CARTE BANCAIRE
CIC
a0000000031010
VISA
LE 19-06-24 A 16-15-13
AVIA
LA SEYNE SUR MER
83500
10096
7455056
51068130700011
*****4941
713fb4409251a87c
331 001 331038 000821
C @
No AUTO: 671263
MONTANT
63.40 EUR
DEBIT
TICKET CLIENT
A CONSERVER

ORDRE DE MISSION

DEPLACEMENTS AU SEIN DU DEPARTEMENT DU VAR

Données relatives à l'agent :

Nom : **Pepim - Przymoczny** Prénom : **Iloma**

Grade : **Stagiaire**

Fonction :

Ville de résidence familiale :
(ex : Sanary-sur-Mer)

(1) Site de rattachement pour les personnels du conservatoire TPM

DGAS/DGST : **Developpement durable et valorisati**

Direction : **Espaces Naturels et biodiversité**

Sous-Direction/Antenne :

Service : **Espaces Naturels**

Ville de résidence administrative (1) : **Toulon**
(ex : Toulon)

Données relatives à la mission de l'agent :

Mission ponctuelle :

(ne pas remplir en cas de mission permanente)

Lieu de départ de la mission :
(ex : Toulon)

Jour et heure de départ : le _____ à _____ heures

Lieu du déroulement de la mission :
(ex : Ollioules)

Lieu du retour de la mission :
(ex : Sanary-sur-Mer)

Jour et heure de retour : le _____ à _____ heures

Motif du déplacement :
(Indiquer l'intitulé exact de la convocation ou de l'invitation)

Mission permanente (annuelle) :

Période de déplacement * : Année civile ☒

Année scolaire ☐

Préciser la période : du _____ au 31/12/20..

Préciser la période : du **29/04/24** au **09/08/24**

* (La période d'autorisation ne peut en tous les cas excéder 12 mois consécutifs)

Données relatives à l'aire géographique du déplacement autorisé :

☐ Commune :

(préciser laquelle)

☒ TPM

☐ Département

☐ Autres :
(à préciser)

Données relatives aux moyens de transport autorisé :

☒ Bus/bateau

☒ Véhicule de service

☐ Véhicule personnel (en cas d'utilisation du véhicule personnel, seul le DGAS/DGST est habilité à autoriser le déplacement ponctuel ou permanent)

(2) il doit s'agir du moyen de transport le moins onéreux

☐ Train

☐ Vélo

☐ Autres :
(à préciser)

Données relatives au véhicule personnel de l'agent et au conducteur :

N° de permis :

Immatriculation :

Compagnie d'assurance :

Marque du véhicule :

Puissance fiscale du véhicule :

Date de validité d'assurance : du _____ au _____

PIECES A FOURNIR

Utilisation d'un véhicule personnel

- Convocation ou invitation
- Photocopie du permis de conduire en cours de validité
- Photocopie de la carte grise
- Photocopie de la carte d'assurance à jour et nouvelle carte d'assurance à péremption de l'ancienne carte

Dotations kilométriques annuelles proposées au vu des fonctions de l'agent concerné(e) par année civile :

☐ 500 ☐ 1000 ☐ 1500 ☐ 2000 ☐ 2500 ☐ 3000 ☐ 3500

Utilisation d'un véhicule de service

- Convocation ou invitation
- Photocopie du permis de conduire en cours de validité

Attestation sur l'honneur :

Je soussigné(e), auteur de la présente demande, atteste sur l'honneur l'exactitude des déclarations ci-dessus et m'engage à signaler dans les meilleurs délais à la Direction des Ressources Humaines, tout changement susceptible de modifier la validité des présentes informations (notamment retrait de permis, changement de site administratif, changement de véhicule), et sollicite le déplacement ci-dessus mentionné.

Fait à **Toulon**

Le : **03/06/24**

Signature de l'agent **obligatoire** :



VALIDATION DE L'ORDRE DE MISSION

Visa responsable hiérarchique :

Nom - Prénom

SEITZ Fanny

Pour autorisation du déplacement

Le directeur :

Nom - Prénom

LE NORMANT Olivier

Pour utilisation du véhicule personnel (le cas échéant)

DGAS/DGST

Nom - Prénom



Obligatoire uniquement en cas d'utilisation d'un véhicule personnel

Convention de stage n°58442 entre*En référence à l'arrêté du 29 décembre 2014 relatif aux conventions de stage*

Nota : pour faciliter la lecture du document, les mots "stagiaire", "enseignant référent", "tuteur de stage", "représentant légal", et "étudiant" sont utilisés au masculin.

1 - L'ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT ou DE FORMATION	2 - L'ORGANISME D'ACCUEIL
Nom : Université Clermont Auvergne Adresse : 49 bd François Mitterrand 63000 Clermont-Ferrand Représenté par (signataire de la convention) : Anne-Laure FOUCHER Qualité du représentant : Directrice Composante / UFR : UFR Lettres, Culture, Sciences Humaines Adresse (si différente de celle de l'établissement) : 29 bd Gergovia - TSA 20406 63001 Clermont-Ferrand CEDEX1 Tél : 04 73 34 66 93 Mél : stages.lcsh@uca.fr	Nom : Métropole Toulon-Provence-Méditerranée Adresse : 107 Boulevard Henri Fabre - CS 30536 83000 TOULON FRANCE Représenté par (nom du signataire de la convention) : Mr GIRAN Jean-Pierre Qualité du représentant : Président de la Métropole TPM Service dans lequel le stage sera effectué : Direction espaces naturels et biodiversité Tél : 04 94 93 83 00 Mél : contact@metropoletpm.fr Lieu du stage : Direction espaces naturels et biodiversité 107 Boulevard Henri Fabre - CS 30536 83000 TOULON

3 - LE STAGIAIRE
Nom : PEPIN--PRAZNOCZY Prénom : Ilona Sexe : F Né(e) le : 26/05/2002 Numéro d'étudiant : 22011527 Adresse : 02 Avenue Julien 63000 CLERMONT-FERRAND FRANCE Tél : 0651516907 Mél : Ilona.PEPIN--PRAZNOCZY@etu.uca.fr INTITULÉ DE LA FORMATION OU CURSUS SUIVI DANS L'ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET VOLUME HORAIRE (ANNUEL OU SEMESTRIEL) : Master Gestion des territoires et développement local - 1ère année Nombre d'heures de formation : 200+

SUJET DE STAGE : La mise en accessibilité des espaces naturels et du sentier littoral Dates : du 29/04/2024 au 09/08/2024 Correspondant à 511 heure(s) de présence effective dans l'organisme d'accueil. Commentaire :

<u>Encadrement du stagiaire par l'établissement d'enseignement</u>	<u>Encadrement du stagiaire par l'organisme d'accueil</u>
Nom et prénom de l'enseignant référent : FAUCON Frederic Tél : +33473346581 Mél : Frederic.FAUCON@uca.fr	Nom et prénom du tuteur de stage : LE NEANNEC Olivier Fonction : Directeur des Espaces Naturels et de la Biodiversité Tél : 06 24 04 49 30 Mél : oleneannec@metropoletpm.fr

Caisse Primaire d'Assurance Maladie à contacter en cas d'accident (lieu de domicile de l'étudiant sauf exception) : Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) du Puy-de-Dôme 63031 Clermont-Ferrand Cedex 9

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention règle les rapports de l'organisme d'accueil avec l'établissement d'enseignement et le stagiaire.

Article 2 - Objectif du stage

Le stage correspond à une période temporaire de mise en situation en milieu professionnel au cours de laquelle l'étudiant acquiert des compétences professionnelles et met en œuvre les acquis de sa formation en vue de l'obtention d'un diplôme ou d'une certification et de favoriser son insertion professionnelle. Le stagiaire se voit confier une ou des missions conformes au projet pédagogique défini par son établissement d'enseignement et approuvées par l'organisme d'accueil. Le programme est établi par l'établissement d'enseignement et l'organisme d'accueil en fonction du programme général de la formation dispensée.

ACTIVITÉS CONFIÉES : Analyse réglementaire, analyse de terrain, réalisation de diagnostic

Compétences à acquérir ou à développer : Sensibilisation d'analyse réglementaire, synthèse, analyse de terrain, réalisation de diagnostic

Article 3 - Modalités du stage

La durée hebdomadaire de présence du stagiaire dans l'organisme d'accueil sera de 36 heures sur la base d'un **Temps Plein**.

Il est interdit de confier au stagiaire des tâches dangereuses pour sa santé ou sa sécurité.

Si le stagiaire doit être présent dans l'organisme d'accueil la nuit, le dimanche, un jour férié ou en télétravail, préciser les cas particuliers :

Détails : Analyse des normes PMR en vigueur applicables aux espaces naturels et diagnostic de certains secteurs d'accueil du public

Article 4 - Accueil et encadrement du stagiaire

Le stagiaire est suivi par l'enseignant référent désigné dans la présente convention ainsi que par le service de l'établissement en charge des stages. Le tuteur de stage désigné par l'organisme d'accueil dans la présente convention est chargé d'assurer le suivi du stagiaire et d'optimiser les conditions de réalisation du stage conformément aux stipulations pédagogiques définies.

MODALITÉS D'ENCADREMENT (visites, rendez-vous téléphoniques, etc..) : mails

Le stagiaire est autorisé à revenir dans son établissement d'enseignement pendant la durée du stage pour y suivre des cours demandés explicitement par le programme, ou pour participer à des réunions (les dates sont portées à la connaissance de l'organisme d'accueil par l'établissement), d'autre part, l'organisme d'accueil peut autoriser le stagiaire à se déplacer, sauf pour les stages à l'étranger.

Toute difficulté survenue dans la réalisation et le déroulement du stage, qu'elle soit constatée par la ou le stagiaire ou par toute autre personne de l'organisme d'accueil (tuteur/tutrice ou autre), doit être portée à la connaissance de l'enseignant référent et de l'établissement d'enseignement afin d'être résolue au plus vite, notamment s'il s'agit d'une difficulté pédagogique ou professionnelle, sur la réalisation des missions, ou sur le suivi du stage. Par ailleurs, si le stagiaire est victime de harcèlement moral, de violences sexistes, discriminatoires ou sexuelles, il peut contacter son tuteur ou sa tutrice, son enseignant référent, toute personne de confiance ou mobiliser les cellules Alex ou de veille Risques Psycho-Sociaux (RPS) (cf. Information importante).

Article 5 - Gratification - Avantages

En France, lorsque la durée du stage est supérieure à 308 heures consécutives ou non, celui-ci fait obligatoirement l'objet d'une gratification, sauf en cas de règles particulières applicables dans certaines collectivités d'outre-mer françaises et pour les stages relevant de l'article L4381-1 du code de la santé publique.

Le montant horaire de la gratification est fixé à 15% du plafond horaire de la sécurité sociale défini en application de l'article L.241-3 du code de la sécurité sociale. Une convention de branche ou un accord professionnel peut définir un montant supérieur à ce taux.

La gratification due par un organisme de droit public ne peut être cumulée avec une rémunération versée par ce même organisme au cours de la période concernée.

La gratification est due sans préjudice du remboursement des frais engagés par le stagiaire pour effectuer son stage et des avantages offerts, le cas échéant, pour la restauration, l'hébergement, et le transport.

L'organisme peut décider de verser une gratification pour les stages dont la durée est inférieure ou égale à deux mois (soit 308h).

En cas de suspension ou de résiliation de la présente convention, le montant de la gratification due au stagiaire est proratisé en fonction de la durée du stage effectué.

La durée donnant droit à gratification s'apprécie compte tenu de la présente convention et de ses avenants éventuels, ainsi que du nombre de jours de présence effective du stagiaire dans le lieu indiqué.

LE MONTANT DE LA GRATIFICATION est fixé à : **4,35 euros Net / heure(s)**

Modalités de versement de la gratification : Virement bancaire

Article 5 bis - STAGES EN FRANCE Accès aux droits des salariés - Avantages

(Organisme de droit privé en France sauf en cas de règles particulières applicables dans certaines collectivités d'outre-mer françaises) :

L'employeur met en œuvre les mesures nécessaires afin d'assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale de ses salarié·es conformément aux articles L.4121-1 du code du travail et suivants.

Le stagiaire bénéficie des protections et droits mentionnés aux articles L.1121-1, L.1152-1, L.1153-1 et L.1153-3 du code du travail, dans les mêmes conditions que les salariés.

En outre, il est rappelé l'obligation de l'employeur de prévenir les faits de harcèlement sexuel, d'y mettre un terme et de les sanctionner conformément à l'article L.1153-5 du code du travail, qui incombe également aux employeurs publics.

L'organisme d'accueil, lorsqu'il a connaissance de tels faits, sans préjudice de poursuites pénales éventuelles, s'engage à mettre en place des mesures de prévention et de protection pour le stagiaire concerné.

Le stagiaire a accès au restaurant d'entreprise ou aux titres-restaurants prévus à l'article L.3262-1 du code du travail, dans les mêmes conditions que les salariés de l'organisme d'accueil. Il bénéficie également de la prise en charge des frais de transport prévue à l'article L.3261-2 du même code.

Le stagiaire accède aux activités sociales et culturelles mentionnées à l'article L.2323-83 du code du travail dans les mêmes conditions que les salariés.

Article 5ter - STAGES EN FRANCE Accès aux droits des agents - Avantages

(Organisme de droit public en France sauf en cas de règles particulières applicables dans certaines collectivités d'outre-mer françaises) :

Les trajets effectués par le stagiaire d'un organisme de droit public entre son domicile et son lieu de stage sont pris en charge dans les conditions fixées par le décret n°2010-676 du 21 juin 2010 instituant une prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués par les agents publics entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail.

Le stagiaire accueilli dans un organisme de droit public et qui effectue une mission dans ce cadre bénéficie de la prise en charge de ses frais de déplacement temporaire selon la réglementation en vigueur.

Est considéré comme sa résidence administrative le lieu du stage indiqué dans la présente convention.

AUTRES AVANTAGES ACCORDÉS (associés à l'article 5bis ou 5ter selon le statut public ou privé de l'organisme d'accueil) :

Article 6 - Régime de protection sociale (maladie et accidents)

Pendant la durée du stage, le stagiaire reste affilié à son régime de Sécurité sociale antérieur. Il doit impérativement vérifier ses conditions de couverture maladie et fournir une attestation de couverture à son établissement d'enseignement au moment de la signature de la convention de stage et dans tous les cas avant le départ.

6.1 - Gratification d'un montant maximum de 15% du plafond horaire de la Sécurité sociale - protection par la France (voir conditions article 6.4):

La gratification n'est pas soumise à cotisation sociale conformément aux termes de l'article R412-4 du code de la Sécurité sociale. Le stagiaire bénéficie de la législation sur les accidents de travail au titre de l'article L.412-8 2° du code de la Sécurité sociale.

En cas d'accident ou de maladie professionnelle survenant au stagiaire soit au cours d'activités dans l'organisme, soit au cours du trajet, soit sur les lieux rendus utiles pour les besoins du stage et pour les étudiants en médecine, en chirurgie dentaire ou en pharmacie qui n'ont pas un statut hospitalier pendant le stage effectué dans les conditions prévues au b du 2e de l'article L.412-8 du code de la sécurité sociale, l'organisme d'accueil envoie la déclaration à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie ou la caisse compétente (voir adresse en page 1) en mentionnant l'établissement d'enseignement comme employeur, avec copie à l'établissement d'enseignement.

6.2 - Gratification supérieure à 15 % du plafond horaire de la Sécurité sociale : LE STAGIAIRE N'EST PAS COUVERT PAR LA FRANCE POUR LES STAGES A L'ÉTRANGER AVEC GRATIFICATION SUPÉRIEURE AU PLAFOND LÉGAL

Les cotisations sociales sont calculées sur le différentiel entre le montant de la gratification et 15 % du plafond horaire de la Sécurité sociale.

L'étudiant bénéficie de la couverture légale en application des dispositions des articles L.411-1 et suivants et de l'article R412-4 du code de la Sécurité sociale.

En cas d'accident survenant au stagiaire soit au cours des activités dans l'organisme, soit au cours du trajet, soit sur des lieux rendus utiles pour les besoins de son stage, l'organisme d'accueil effectue toutes les démarches nécessaires auprès de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie et informe l'établissement dans les meilleurs délais.

6.3 - Protection maladie du stagiaire à l'étranger :

1) Protection issue du régime étudiant français

- pour les stages au sein de l'Espace Économique Européen (EEE) effectués par des ressortissants d'un État de l'Union Européenne, ou de la Norvège, de l'Islande, du Liechtenstein ou de la Suisse, ou encore de tout autre État (dans ce dernier cas, cette disposition n'est pas applicable pour un stage au Danemark, Norvège, Islande, Liechtenstein ou Suisse), l'étudiant doit demander la Carte Européenne d'Assurance Maladie (CEAM).

- pour les stages effectués au Québec par les étudiants de nationalité française, l'étudiant doit demander le formulaire SE401Q (104 pour les stages en entreprises, 106 pour les stages en universités) ;

Dans tous les autres cas :

Les étudiants qui engagent des frais de santé peuvent être remboursés auprès de la mutuelle qui leur tient lieu de Caisse de Sécurité Sociale Étudiante, au retour et sur présentation des justificatifs : le remboursement s'effectue alors sur la base des tarifs de soins français. Des écarts importants peuvent exister entre les frais engagés et les tarifs français, base du remboursement.

6.3 (Suite)

Il est donc fortement conseillé aux étudiants de souscrire une assurance maladie complémentaire spécifique, valable pour le pays et la durée du stage, auprès de l'organisme d'assurance de son choix (mutuelle étudiante, mutuelle des parents, compagnie privée ad hoc...) ou, éventuellement et après vérification de l'étendue des garanties proposées, auprès de l'organisme d'accueil si celui-ci fournit au stagiaire une couverture maladie en vertu du droit local (voir 2e ci-dessous), alors le stagiaire peut choisir de bénéficier de cette protection Maladie locale. Avant d'effectuer un tel choix, il vérifiera l'étendue des garanties proposées

2) Protection sociale issue de l'organisme d'accueil

En cochant la case appropriée, l'organisme d'accueil indique ci-après s'il fournit une protection Maladie au stagiaire, en vertu du droit local :

- ☐ **OUI:** cette protection s'ajoute au maintien, à l'étranger, des droits issus du droit français.
- ☐ **NON:** la protection découle alors exclusivement du maintien, à l'étranger, des droits issus du régime français étudiant.

Si aucune case n'est cochée, le 6.3-1 s'applique.

6.4 - Protection Accident du Travail du stagiaire à l'étranger

1) Pour pouvoir bénéficier de la législation française sur la couverture accident de travail, le présent stage doit :

- être d'une durée au plus égale à 6 mois (924 heures), prolongations incluses ;
- ne donner lieu à aucune rémunération susceptible d'ouvrir des droits à une protection accident de travail dans le pays d'accueil ; une indemnité ou gratification est admise dans la limite de 15% du plafond horaire de la sécurité sociale (cf point 5), et sous réserve de l'accord de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie sur la demande de maintien de droit;
- se dérouler exclusivement dans l'organisme signataire de la présente convention;
- se dérouler exclusivement dans le pays d'accueil étranger cité.

Lorsque ces conditions ne sont pas remplies, l'organisme d'accueil s'engage à cotiser pour la protection du stagiaire et à faire les déclarations nécessaires en cas d'accident de travail.

6.4 (Suite)

2) La déclaration des accidents de travail incombe à l'établissement d'enseignement qui doit en être informé par l'organisme d'accueil par écrit dans un délai de 48 heures.

3) La couverture concerne les accidents survenus :

- dans l'enceinte du lieu du stage et aux heures du stage,
- sur le trajet aller-retour habituel entre la résidence du stagiaire sur le territoire étranger et le lieu du stage,
- dans le cadre d'une mission confiée par l'organisme d'accueil du stagiaire et obligatoirement par ordre de mission,
- lors du premier trajet pour se rendre depuis son domicile sur le lieu de sa résidence durant le stage (déplacement à la date du début du stage),
- lors du dernier trajet de retour depuis sa résidence durant le stage à son domicile personnel.

4) Pour le cas où l'une seule des conditions prévues au point 6.4-1) n'est pas remplie, l'organisme d'accueil s'engage à couvrir le stagiaire contre le risque d'accident de travail, de trajet et les maladies professionnelles et à en assurer toutes les déclarations nécessaires.

5) Dans tous les cas :

- si l'étudiant est victime d'un accident de travail durant le stage, l'organisme d'accueil doit impérativement signaler immédiatement cet accident à l'établissement d'enseignement ;
- si l'étudiant remplit des missions limitées en dehors de l'organisme d'accueil ou en dehors du pays du stage, l'organisme d'accueil doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour lui fournir les assurances appropriées.

Article 7 - Responsabilité et assurance

L'organisme d'accueil et le stagiaire déclarent être garantis au titre de la responsabilité civile.

Lorsque l'organisme d'accueil met un véhicule à la disposition du stagiaire, il lui incombe de vérifier préalablement que la police d'assurance du véhicule couvre son utilisation par un étudiant.

Lorsque dans le cadre de son stage, l'étudiant utilise son propre véhicule ou un véhicule prêté par un tiers, il déclare expressément à l'assureur dudit véhicule et, le cas échéant, s'acquitte de la prime y afférente. Dans le cadre d'un stage à son domicile, l'étudiant qui utilise son propre matériel le déclare à son assureur et, le cas échéant, s'acquitte de la prime afférente.

Article 8 - Discipline

Le stagiaire est soumis à la discipline et aux clauses du règlement intérieur qui lui sont applicables et qui sont portées à sa connaissance avant le début du stage, notamment en ce qui concerne les horaires et les règles d'hygiène et de sécurité en vigueur dans l'organisme d'accueil. Le stagiaire s'engage à signaler tout dysfonctionnement en termes d'hygiène et de sécurité à son organisme d'accueil ET à son établissement d'enseignement supérieur.

Toute sanction disciplinaire ne peut être décidée que par l'établissement d'enseignement. Dans ce cas, l'organisme d'accueil informe l'enseignant référent et l'établissement des manquements et fournit éventuellement les éléments constitutifs.

En cas de manquement particulièrement grave à la discipline, l'organisme d'accueil se réserve le droit de mettre fin au stage tout en respectant les dispositions fixées à l'article 9 de la présente convention.

Article 9 - Congés - Interruption du stage

En France (sauf en cas de règles particulières applicables dans certaines collectivités d'outre-mer françaises ou dans les organismes de droit public), en cas de grossesse, de paternité ou d'adoption, le stagiaire bénéficie de congés et d'autorisations d'absence d'une durée équivalente à celle prévues pour les salariés aux articles L.1225-16 à L.1225-28, L.1225-35, L.1225-37, L.1225-46 du code du travail.

Pour les stages dont la durée est supérieure à deux mois et dans la limite de la durée maximale de 6 mois (924 heures), des congés ou autorisations d'absence sont possibles.

NOMBRE DE JOURS DE CONGÉS AUTORISÉS / ou modalités des congés et autorisations d'absence durant le stage : 0

En application de l'article L124-15 du code de l'éducation, lorsque le stagiaire met fin à son stage (pour un motif lié à la maladie, à un accident, à la grossesse, à la paternité, à l'adoption, à une situation de harcèlement moral, de violences sexistes, discriminatoires ou sexuelles...) au sein de l'organisme d'accueil ou, en accord avec l'établissement, en cas de non-respect des stipulations pédagogiques de la convention ou en cas de rupture de la convention à l'initiative de l'organisme d'accueil, une modalité de validation est mise en place le cas échéant par l'établissement.

Pour toute autre interruption temporaire du stage (maladie, absence injustifiée...) l'organisme d'accueil avertit l'établissement d'enseignement par courriel. Toute interruption du stage, est signalée aux autres parties à la convention et à l'enseignant référent. En cas d'accord des parties à la convention, un report de la fin du stage est possible afin de permettre la réalisation de la durée totale du stage prévue initialement. Ce report fera l'objet d'un avenant à la convention de stage. Un avenant à la convention pourra être établi en cas de prolongation du stage sur demande conjointe de l'organisme d'accueil et du stagiaire, dans le respect de la durée maximale du stage fixée par la loi (924 heures).

Article 10 - Devoir de réserve et confidentialité

Le devoir de réserve est de rigueur absolue et apprécié par l'organisme d'accueil compte-tenu de ses spécificités. Le stagiaire prend donc l'engagement de n'utiliser en aucun cas les informations recueillies ou obtenues pour en faire publication, communication à des tiers sans accord préalable de l'organisme d'accueil, y compris le rapport de stage. Cet engagement vaut non seulement pour la durée du stage mais également après son expiration. Le stagiaire s'engage à ne conserver, emporter, ou prendre copie d'aucun document ou logiciel, de quelque nature que ce soit, appartenant à l'organisme d'accueil, sauf accord de ce dernier.

Dans le cadre de la confidentialité des informations contenues dans le rapport de stage, l'organisme d'accueil peut demander une restriction de la diffusion du rapport, voire le retrait de certains éléments confidentiels.

Les personnes amenées à en connaître sont contraintes par le secret professionnel à n'utiliser ni ne divulguer les informations du rapport.

Le stagiaire bénéficie des protections et droits pour les lanceurs d'alerte mentionnés à l'article L. 1132-3-3 du code du travail, dans les mêmes conditions que l'ensemble des personnes salariées. Il est ainsi interdit de prendre toute mesure discriminatoire, directe ou indirecte, à l'encontre d'une personne ayant « *témoigné, de bonne foi, de faits constitutifs d'un délit ou d'un crime* ».

Article 11 - Propriété intellectuelle

En France, dans le cas où les activités du stagiaire donnent lieu à la création d'une œuvre protégée par le droit d'auteur ou la propriété industrielle (y compris un logiciel), un contrat doit être signé entre le stagiaire (auteur) et l'organisme d'accueil. Le contrat devra notamment préciser une mission inventive, l'étendue des droits cédés, l'éventuelle exclusivité, la destination, les supports utilisés et la durée de la cession, ainsi que, le cas échéant, le montant de la contrepartie financière due au stagiaire au titre de la cession. Ces dispositions s'appliquent sauf en cas de règles particulières relatives aux stages réalisés au sein d'une personne morale de droit public ou de droit privé réalisant de la recherche qui sont soumis à l'article L611-7-1 du code de la propriété intellectuelle

Article 12 - Fin de stage - Rapport - Évaluation

1) Attestation de stage : à l'issue du stage, l'organisme d'accueil délivre une attestation dont le modèle figure en annexe, mentionnant au minimum la durée effective du stage et, le cas échéant, le montant de la gratification perçue. Le stagiaire devra produire cette attestation à l'appui de sa demande éventuelle d'ouverture de droits au régime général d'assurance vieillesse prévue à l'art. L.351-17 du code de la sécurité sociale.

2) Qualité du stage : à l'issue du stage, les parties à la présente convention sont invitées à formuler une appréciation sur la qualité du stage. Le stagiaire transmet au service compétent de l'établissement d'enseignement un document dans lequel il évalue la qualité de l'accueil dont il a bénéficié au sein de l'organisme d'accueil. Ce document n'est pas pris en compte dans son évaluation ou dans l'obtention du diplôme ou de la certification.

3) Évaluation de l'activité du stagiaire : à l'issue du stage, l'organisme d'accueil renseigne une fiche d'évaluation de l'activité du stagiaire qu'il retourne à l'enseignant référent (ou préciser si fiche annexe ou modalités d'évaluation préalablement définies en accord avec l'enseignant référent).

4) Modalités d'évaluation pédagogiques : **Rapport de stage et soutenance**

Travail à rendre : **Rapport de Stage**

NOMBRE D'ECTS (le cas échéant) : 15.00

5) Le tuteur de l'organisme d'accueil ou tout membre de l'organisme d'accueil appelé à se rendre dans l'établissement d'enseignement dans le cadre de la préparation, du déroulement et de la validation du stage ne peut prétendre à une quelconque prise en charge ou indemnisation de la part de l'établissement d'enseignement.

FAIT À Clermont-Ferrand le 23/04/2024

POUR L'ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT

Anne-Laure FOUCHER

P/O Céline LOCATELLI
Responsable Service Relations
Internationales et Stages



STAGIAIRE (ou son représentant légal le cas échéant)

Ilona PEPIN--PRAZNOCZY

L'enseignant référent du stagiaire

Frederic FAUCON

POUR L'ORGANISME D'ACCUEIL

Jean-Pierre GIRAN

Pour le Président,
Le Sous Directeur Emplois et Ressources

Anne PEZIER



Le tuteur de stage de l'organisme d'accueil

Olivier LE NEANNEC

Fiches à annexer à la convention : 1) Information importante / 2) Attestation de stage / 3) Fiche de stage à l'étranger (pour informations sécurité sociale voir site cleiss.fr - pour fiche pays voir site diplomatique gov.fr) / 4) Autres annexes (le cas échéant)